

# République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

## INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes<sup>1</sup>. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par [le Cash Working Group \(CWG\)](#) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

- 13 Organisations partenaires
- 44 Marchés évalués
- 839 Commerçants enquêtés
- 65% Femmes commerçantes
- 14 Produits évalués<sup>4</sup>
- Du 1 au 31 décembre
- Dates de collecte

## INDICATEURS CLÉS

### Coût médian du MEB

310'975 FC

139 USD<sup>2</sup>

▲ + 8'115 FC 3%

Minimum<sup>3</sup> : 251'467 FC

Maximum : 597'617 FC

### Taux de change

Officiel

1 USD = 2'239 FC

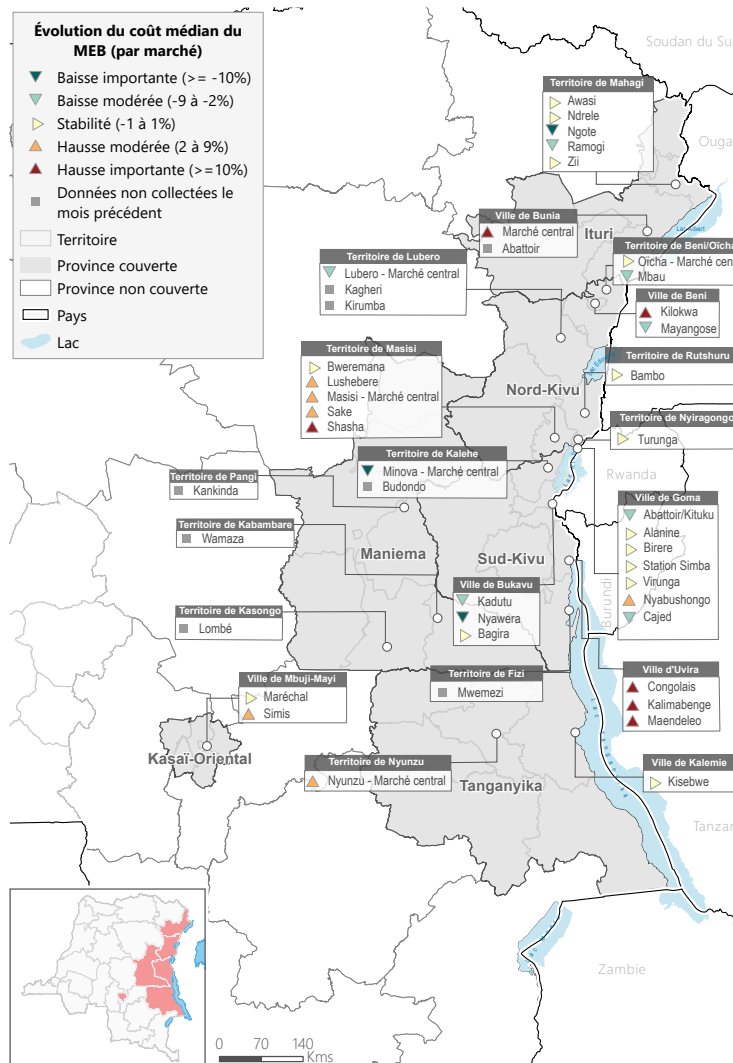
▶ 1%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = 2'300 FC

▶ 0%

## Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



## MESSAGES CLÉS

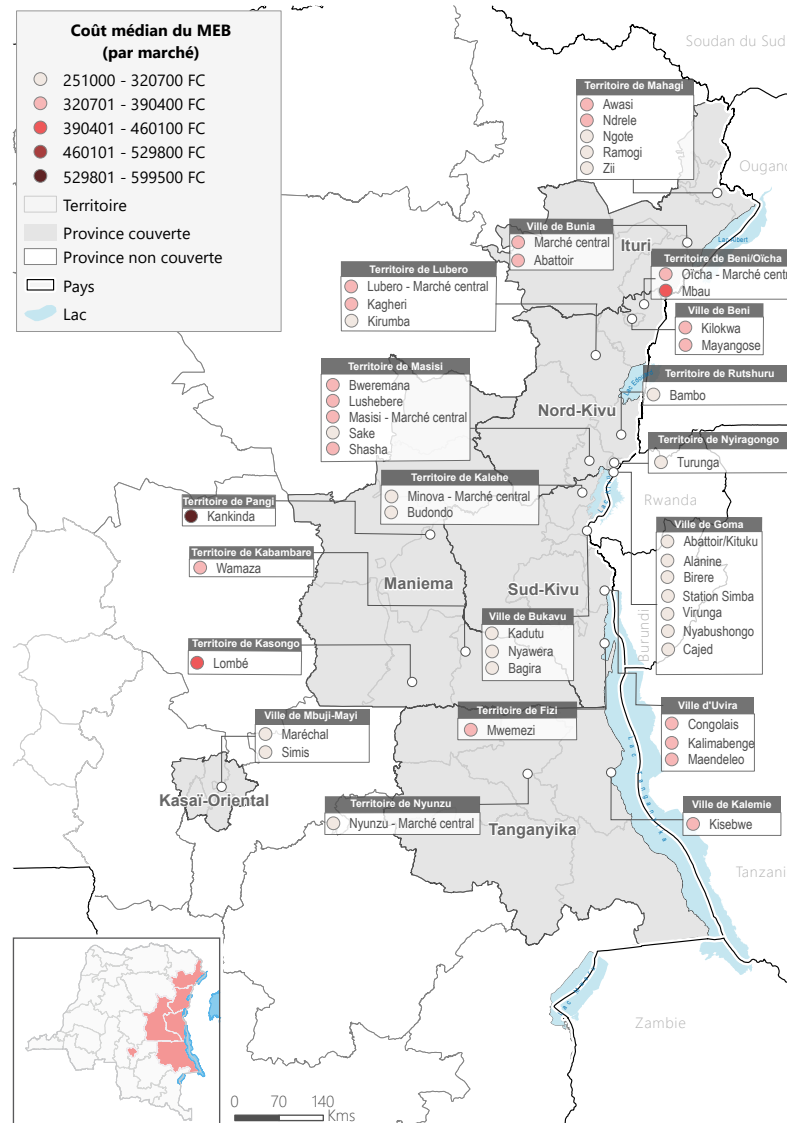
- Le **coût médian du MEB**, calculé sur l'ensemble des marchés évalués, a **légèrement augmenté** entre novembre et décembre. Il s'élevait à **310'975 francs congolais (FC)** et variait de 251'467 FC au marché central de Nyunzu à 597'617 FC au marché Kankinda de Kalima.
- Le coût médian du MEB au **marché Kilokwa de Beni** a augmenté de 16% en décembre, notamment à cause de la **forte hausse des prix de la farine de manioc et de maïs**, malgré le fait que 17 commerçants sur 20 vendant des produits alimentaires aient déclaré des prix globalement stables au cours des 30 derniers jours
- En décembre, **les marchés Congolais, Kalimabenge et Maendeleo à Uvira** ont enregistré une forte augmentation du **coût médian du MEB**, en parallèle d'une dégradation marquée de leur fonctionnalité. **La situation sécuritaire a fortement limité l'accès aux marchés et les capacités de réapprovisionnement des commerçants**, entraînant une faible disponibilité des produits et une instabilité des prix.
- **Les deux nouveaux marchés suivis au Maniema**, Kankinda dans le territoire de Pangani et Lombé dans le territoire de Kasongo, **présentaient d'importants problèmes de fonctionnalité, principalement liés à l'accès physique, à la sécurité et à l'abordabilité**. Les commerçants ont notamment signalé des difficultés à prédire les prix, en lien avec les variations des coûts de transport et l'incertitude quant à la disponibilité des

## MEB<sup>5</sup>

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans<sup>6</sup>) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

Articles alimentaires	Qté/ménage/mois	
Farine de maïs	37,5 kg	
Farine de manioc	37,5 kg	
Haricots	27 kg	
Huile	3,3 L	
Sel	0,75 kg	
Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible	Qté/ménage/mois	
Savon en brique (800 g)	3 pièces	
Savon lessive en poudre (50 g)	6 pièces	
Bandes hygiéniques (paquet de 10)	2 pièces	
Combustible (braise, charbon, bois)	10 kg	
Articles ménagers essentiels (AME) <sup>7</sup>	Qté/ménage/an	
Natte deux places	2 pièces	
Moustiquaire deux places	2 pièces	
Bidon en plastique	2 pièces	
Pagne 100% coton	1 pièce	
Lampe solaire ou à pile	1 pièce	
Autres dépenses <sup>8</sup>	Type de dépenses	Coût mensuel
Santé	Consultations et transport	70 200 FC
Éducation	Fournitures	4 875 FC
Communication	100 unités	2 000 FC
Abri	Entretien du logement	10 000 FC

## Coût médian du MEB par marché



## Tendances principales

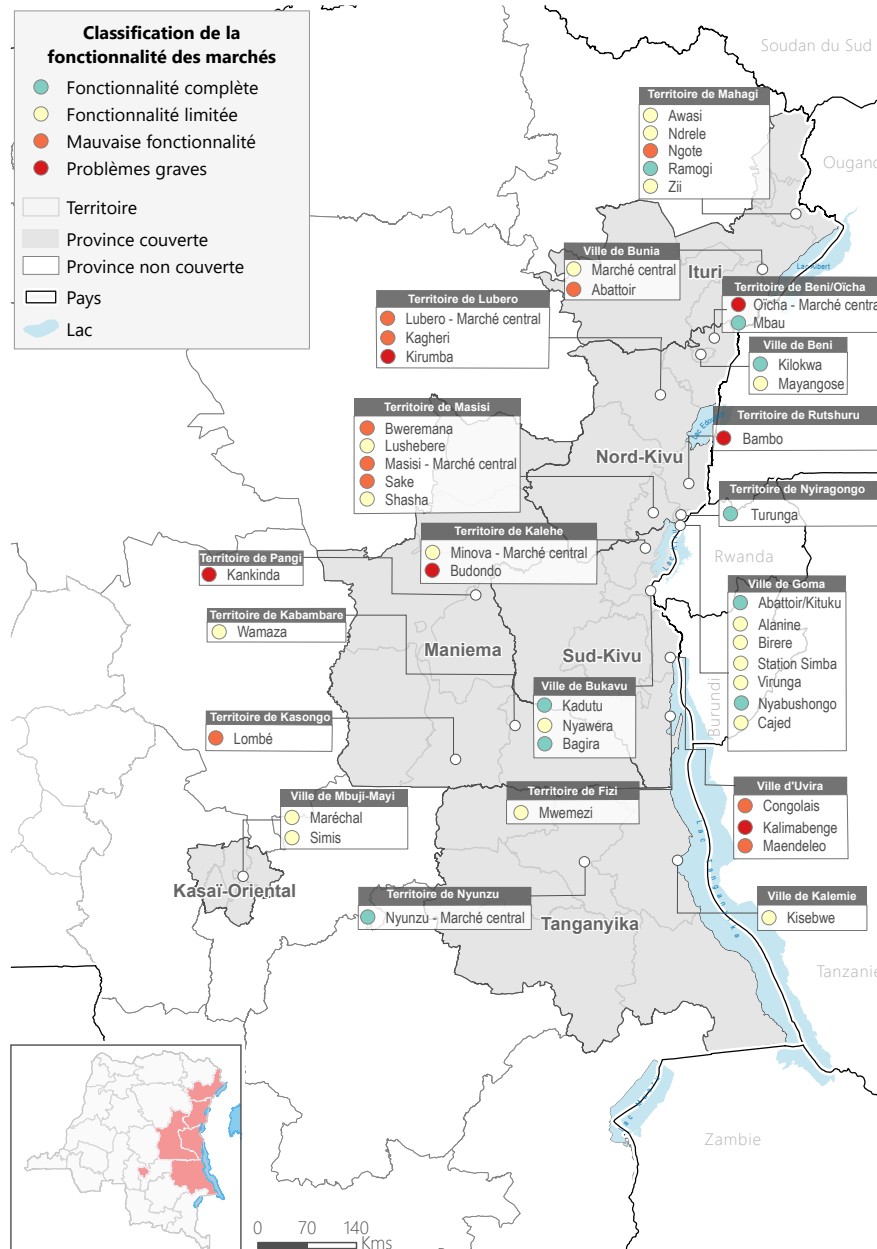
- Hausse marquée du coût médian du MEB sur le marché de Kilokwa à Beni :** Le coût médian du MEB calculé sur le marché de Kilokwa à Beni a enregistré une augmentation de 16% en décembre par rapport au mois de novembre. Il est ainsi passé de 319'542 FC en novembre à 372'653 FC en décembre. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation notable des coûts médians du panier alimentaire et du panier AME. Concernant les denrées alimentaires, une forte augmentation des prix a été observée, notamment un **doublement du prix de la farine de manioc**, passé de 1 000 FC/kg en novembre à 2 000 FC/kg en décembre, ainsi qu'une **hausse du prix de la farine de maïs** (+25%, de 2 000 à 2 500 FC/kg). Au niveau des articles ménagers essentiels (AME), des augmentations importantes ont également été relevées, notamment pour les pagnes (+67%), les moustiquaires (+50%), les nattes (+17%) et les bidons (+17%). Malgré ces hausses, la majorité des commerçants vendant des produits alimentaires (17/20) ainsi que ceux vendant des articles AME (25/25) ont signalé des prix restés constants au cours des 30 jours précédant la collecte des données. Il est intéressant de noter que sur l'autre marché suivi à Beni, Mayangose, la tendance du panier AME est similaire (+29%), tandis qu'une baisse du coût médian du panier alimentaire (-5%) a été observée, portée par une diminution du prix de la farine de manioc (-33%).
- Baisse du coût médian du MEB sur les marchés du Sud-Kivu, à l'exception d'une forte hausse à Uvira:** Une baisse du coût médian du MEB a été observée sur l'ensemble des marchés de Bukavu — Nyawera (-13%), Kadutu (-2%) et Bagira (-1%) — ainsi que sur le marché central de Minova (-17%). Ces diminutions sont principalement liées à la baisse du coût médian du panier alimentaire, en particulier à la forte diminution des prix des haricots sur le marché central de Minova (-46%), ainsi que sur les marchés de Kadutu (-13%) et de Nyawera à Bukavu (-10%). Malgré ces diminutions, l'ensemble des commerçants de Bukavu vendant des produits alimentaires (9/9) ont déclaré des prix restés constants. En revanche, certains commerçants du marché central de Minova ont signalé une baisse des prix (4/11), notamment pour les haricots, attribuée à une diminution des prix des fournisseurs ainsi qu'à une baisse de la demande. À l'inverse, **les marchés d'Uvira ont enregistré de fortes augmentations du coût médian du MEB** (+31% sur le marché de Kalimabenge, +29% sur le marché Congolais et +23% sur le marché Maendeleo). **Ces hausses sont liées à la situation sécuritaire dans le territoire, qui a fortement limité les capacités de réapprovisionnement des commerçants.** Pour plus de détails sur la situation à Uvira, veuillez consulter la fiche d'information sur les [dynamiques de déplacements et la situation des marchés](#).
- Deux nouveaux marchés monitorés au Maniema:** En décembre, le suivi du MEB dans la province du Maniema a été étendu à deux nouveaux marchés, **Kankinda (territoire de Pangi)** et **Lombe (territoire de Kasongo)**. Le coût médian du panier alimentaire variait fortement entre les marchés, avec un niveau particulièrement élevé à Kalima (456'958 FC), soit plus du double de celui observé à Kabambare (182'193 FC), tandis que Samba affichait un niveau intermédiaire (257'625 FC). Ces écarts s'expliquaient par des prix plus élevés des denrées de base, notamment la farine de manioc et la farine de maïs : le coût médian de la farine de manioc à Kalima était près de trois fois supérieur à celui de Kabambare (+193%), et celui de la farine de maïs y était également nettement plus élevé (+220%), illustrant des disparités marquées au sein de la province.

## SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions<sup>9</sup>:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et /ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

## Classification de la fonctionnalité des marchés



## Classification de la fonctionnalité des marchés

• **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.

• **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.

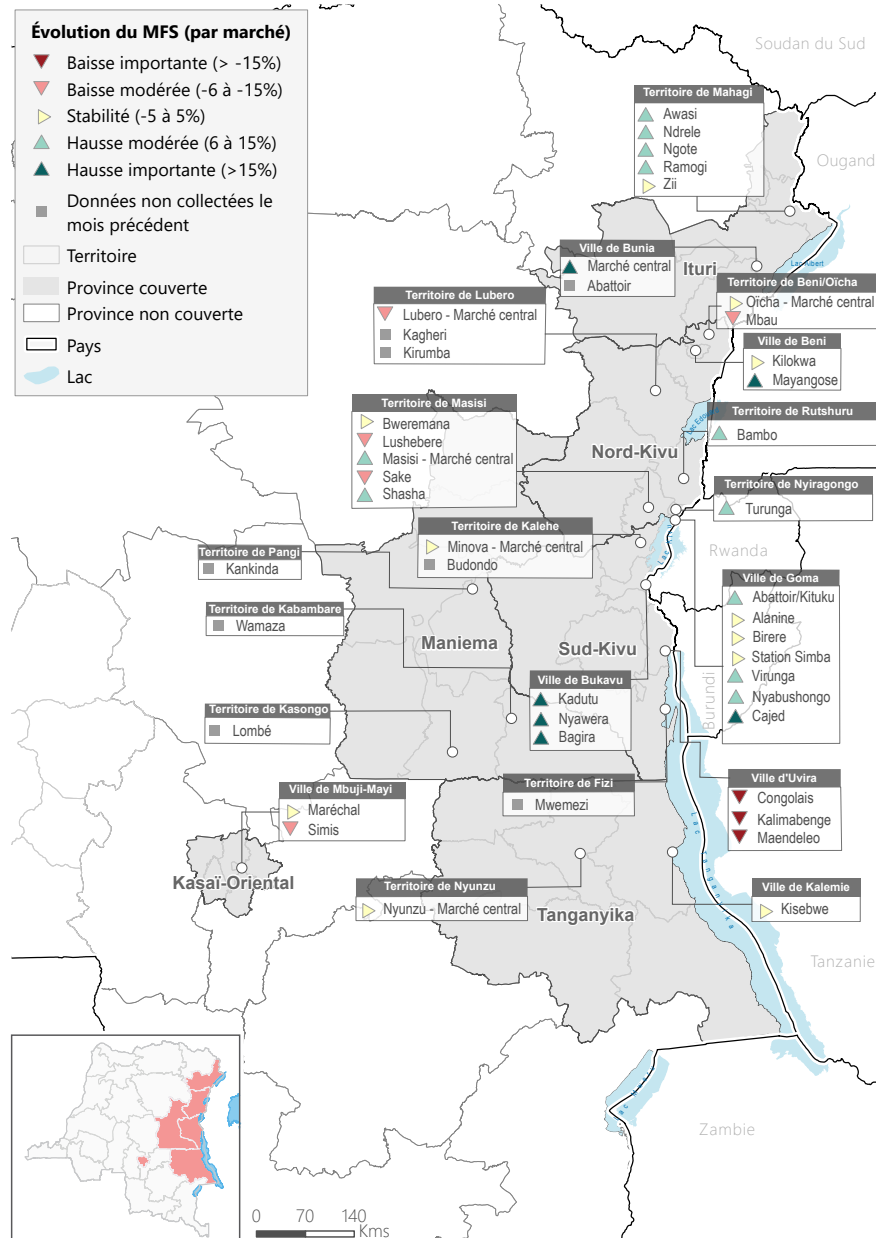
• **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.

• **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.

• **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités<sup>10</sup>.

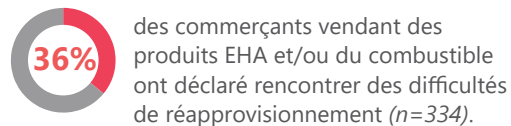
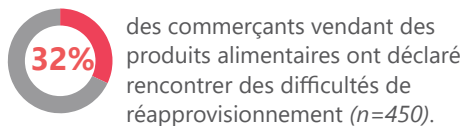
## Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché



## Tendances principales

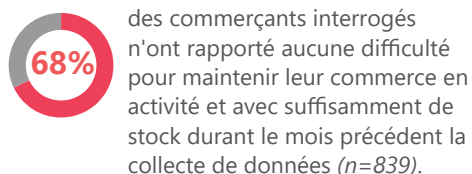
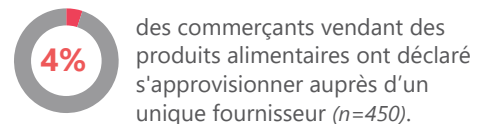
- **Après une détérioration observée entre octobre et novembre, le marché central de Bunia est revenu à un niveau de fonctionnalité limitée en décembre :** En effet, entre novembre et décembre, une nette amélioration de la fonctionnalité du marché a été enregistrée, celui-ci passant d'une mauvaise fonctionnalité à une fonctionnalité limitée. **Cette amélioration s'explique principalement par un meilleur accès physique et sécuritaire.** En décembre, très peu de commerçants (1 sur 27) ont signalé des difficultés d'accès physique au marché, contre 33% en novembre, qui mentionnaient des restrictions des horaires d'accès liées au couvre-feu imposé par les autorités. Sur le plan sécuritaire, **67% des commerçants interrogés en novembre citaient le couvre-feu et la crainte de pillages liés à la situation sécuritaire dans la zone comme des préoccupations majeures, tandis qu'aucun commerçant n'a rapporté ces contraintes en décembre.** Malgré cette amélioration, le marché présentait toujours des problèmes d'abordabilité.
- **Au Sud-Kivu, amélioration de la fonctionnalité des marchés évalués à Bukavu et détérioration rapide à Uvira :** Les marchés Bagira et Kadutu de Bukavu ont vu leur fonctionnalité s'améliorer entre novembre et décembre passant d'une fonctionnalité limitée à une fonctionnalité complète. Cette évolution s'explique principalement par une nette amélioration du score d'abordabilité, les commerçants déclarant moins de difficultés financières rencontrées par leurs clients lors des achats de produits. Alors que plus de 50% des commerçants signalaient des difficultés financières des clients en novembre, cette proportion est tombée à moins de 10% en décembre. Par ailleurs, sur le marché de Bagira, une nette amélioration de l'accès physique et de la capacité des commerçants à maintenir leur commerce ouvert avec suffisamment de stock a été observée, contrairement à la situation rapportée en novembre. À l'inverse, **sur les marchés monitorés à Uvira, la fonctionnalité des marchés évalués dans la ville s'est fortement dégradée entre novembre et décembre.** D'importants obstacles physiques et sécuritaires ont limité l'accès aux marchés, tandis que **l'ensemble des produits alimentaires et des articles EHA/combustible composant le MEB étaient peu disponibles en décembre,** alors qu'ils présentaient globalement une bonne disponibilité en novembre. Pour plus de détails sur la situation à Uvira, veuillez consulter la fiche d'information sur les [dynamiques de déplacements et la situation des marchés](#).
- **Les deux nouveaux marchés suivis dans la province du Maniema présentaient d'importants problèmes de fonctionnalité :** En décembre, le marché Kankinda de Kalima affichait le score le plus bas (28/100) parmi tous les marchés monitorés, révélant de graves problèmes de fonctionnalité. Ces problèmes concernent principalement l'accès et la sécurité. **L'absence de transports constituait un obstacle majeur, et l'intérieur du marché présentait des infrastructures dangereuses,** signalées par 5 commerçants sur 6. Par ailleurs, 4 commerçants sur 6 exprimaient leur crainte de vols au sein du marché. Au niveau de l'abordabilité, les commerçants mentionnaient également leur incapacité à prédire les prix, liée notamment aux variations des coûts de transport et à la disponibilité des produits auprès des fournisseurs. Enfin, en termes de résilience, plusieurs commerçants signalaient des difficultés opérationnelles importantes, incluant l'indisponibilité de produits, des problèmes d'écoulement, des difficultés liées aux prix des fournisseurs et des contraintes financières. **Même avec une bonne accessibilité physique et sécuritaire, le marché Lombe de Samba présentait une mauvaise fonctionnalité, principalement liée à l'abordabilité.** En effet, 43% des commerçants (9 /21) ont mentionné des problèmes financiers des clients, notamment pour l'accès aux produits, tandis que 86% (18/21) ont indiqué leur incapacité à prédire les prix, en particulier à cause des variations des coûts de transport et de l'incertitude quant à la disponibilité des produits. Ces constats concernant ces deux marchés dans la province du Maniema, basés sur les premières données collectées en décembre, devront être confirmés par l'analyse des données collectées en janvier.

## RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

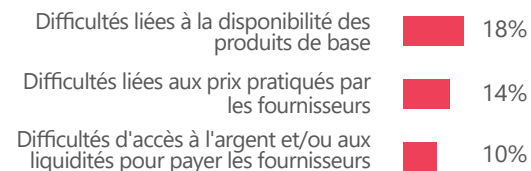


3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article :  
(Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (n=142)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (n=121)	
1	Mauvais état des routes	44%	Instabilité du taux de change	41%
2	Instabilité du taux de change	35%	Mauvais état des routes	35%
3	Coût du transport	35%	Insécurité	27%

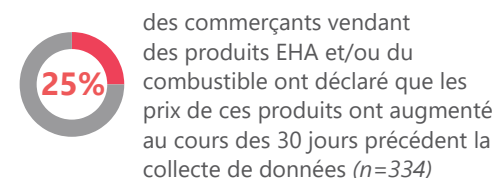
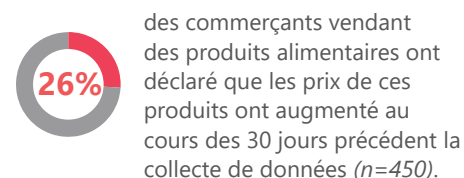
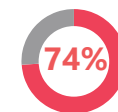


Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=839)



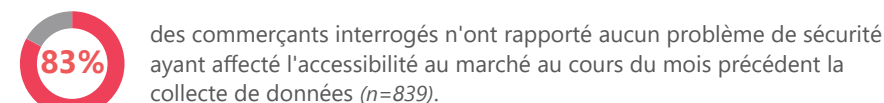
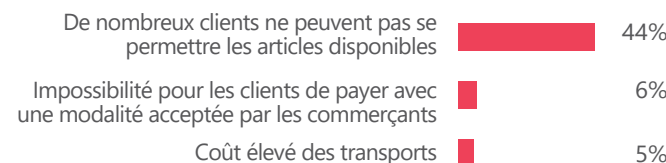
## PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=625)



## ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=839)



## Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 7. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les

marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée<sup>11</sup>.

À partir d'avril 2025, une révision de la méthodologie d'imputation en cas d'articles non évalués sur un marché a été réalisée. Auparavant, lorsqu'un article n'avait pas été évalué sur un marché, le prix manquant était remplacé par le prix médian de cet article calculé sur l'ensemble des marchés évalués. Toutefois, des marchés plus proches géographiquement sont plus à même de connaître des situations similaires. Ainsi, le prix manquant pour un article est désormais remplacé par la médiane calculée au niveau administratif le plus proche (la zone de santé si cet article a été évalué dans un autre marché de la zone, au cas contraire le territoire, etc)<sup>12</sup>.

### Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page 7.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

## Partenaires de l'initiative :



## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/ UNOSAT).

**NOTES DE FIN**

1 OCHA, février 2025, [République démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2025 \(février 2025\)](#).

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

3 Les valeurs minimales et maximales sont calculées au niveau du territoire.

4 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. Ce mois-ci, les prix des AME considérés pour les marchés non-évalués par le consortium d'EAST sont ceux d'octobre 2025.

5 La composition du MEB présentée ici correspond à celle en vigueur jusqu'à octobre 2025. Depuis, [la composition du panier a été revue](#) grâce au travail de la Task Force dédiée et le CWG. La nouvelle composition sera utilisée dès le cycle de janvier 2026, afin de permettre aux équipes de revoir les outils en conséquence et de réaliser des formations sur le nouveau outil.

6 Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe

à indicateurs multiples [MICS-RDC-2018](#)

7 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

8 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du [MEB national harmonisé](#).

9 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% au score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

10 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

11 À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sous recommandation

de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés – calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché – quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de « la médiane des médianes », qui consistait à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés.

12 Il convient de noter que le changement de méthode d'imputation n'a entraîné que des changements mineurs dans les coûts calculés lors des analyses précédentes. Ces analyses restent donc pertinentes.

## Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

[Le Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

### Dernières publications de l'ICSM

	Base de données	
Décembre 2025	Base de données	
Novembre 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Octobre 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Septembre 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Août 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Juillet 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Juin 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).